



Conseil économique et social

Distr. générale
22 juillet 2013
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Comité du commerce

Centre pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques

Dix-neuvième session
Genève, 5-7 juin 2013

Rapport du Centre pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques sur les travaux de sa dix-neuvième session

I. Participation

1. Le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU) a tenu sa dix-neuvième session à Genève, du 5 au 7 juin 2013.
2. Ont participé à la session des représentants des pays suivants: Allemagne, Autriche, Belgique, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Inde, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, République de Corée, Royaume-Uni, Sénégal, Suède, Suisse, Turkménistan, Turquie et Ukraine. Des représentants de l'Union européenne étaient également présents.
3. La Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) a participé à la réunion de même que les organisations non gouvernementales suivantes: GS1, Organisation internationale de normalisation (ISO).
4. Le Président a ouvert la réunion. Le Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique pour l'Europe a souhaité la bienvenue aux délégations et souligné le rôle essentiel joué par le CEFACT-ONU à l'appui de l'intégration économique grâce au développement de la facilitation du commerce.
5. Un aperçu non technique des travaux du CEFACT-ONU a été présenté aux missions diplomatiques en poste à Genève, afin de leur faire connaître la vision, le mandat et les réalisations du CEFACT-ONU, ainsi que les résultats attendus en matière de facilitation du commerce. Les délégations participantes se sont félicitées des exposés présentés lors de la séance d'information.

II. Adoption de l'ordre du jour (point 1 de l'ordre du jour)

6. Le Président a passé en revue le projet d'ordre du jour révisé (ECE/TRADE/C/CEFACT/2013/1/Rev.1) et les documents qui étaient disponibles dans les trois langues officielles de la CEE. Les membres des délégations ont également été informés que le document ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/15/Rev.4 (Structure, mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU), établi par le secrétariat, ferait l'objet d'un débat plutôt que d'être soumis pour approbation.

7. La Plénière a adopté l'ordre du jour modifié (**Décision 13-01**).

III. Questions découlant des travaux menés depuis la dix-huitième session (point 2 de l'ordre du jour)

8. Le secrétariat de la CEE a présenté le document ECE/TRADE/C/CEFACT/2013/3 (Matters arising since the eighteenth session), qui comprenait une introduction à l'examen de la réforme de 2005 de la CEE, réalisé par le Comité exécutif de la CEE, et une vue d'ensemble des recommandations figurant dans le document exposant le résultat de cet examen (E/ECE/1468), qui présentaient un intérêt particulier pour le CEFACT-ONU.

9. Dans le document en question, qui a été approuvé à la session d'avril 2013 de la CEE, le Comité exécutif a reconnu que les organes subsidiaires du sous-programme de la CEE relatif au commerce (y compris le CEFACT-ONU) réalisent des travaux à valeur ajoutée consistant à établir des normes. S'agissant précisément du CEFACT-ONU, il est recommandé dans le document que le Centre continue à s'acquitter de son mandat et renforce ses activités normatives sous la direction générale du Comité exécutif, ce qui constitue un changement dans la présentation des rapports puisque, précédemment, le CEFACT-ONU faisait rapport au Comité du commerce. Ce changement fera l'objet d'un examen à la fin de 2014.

10. Pour ce qui est des ressources du secrétariat, le Comité exécutif a recommandé que deux des trois postes de la Section des solutions pour le commerce mondial de la Division du commerce et de la gestion durable des terres (section qui soutient le CEFACT-ONU) qui étaient utilisés pour les activités de renforcement des capacités, soient transférés à la Division des transports, et que le poste restant, une fois les activités en cours achevées, soit réaffecté, au sein du sous-programme relatif au commerce, aux fins de la mise en œuvre des activités normatives.

11. Le secrétariat a indiqué que ces coupes entraîneraient une réduction significative de sa capacité à répondre aux demandes d'assistance des États membres en matière de sensibilisation et de mise en œuvre des instruments utilisés pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques. Elles réduiraient aussi considérablement la capacité du secrétariat à gérer des projets extrabudgétaires à moins que le financement ne couvre également les frais du personnel supplémentaire affecté à la mise en œuvre.

12. L'examen de la réforme de 2005 par le Comité exécutif a également été l'occasion d'énoncer les lignes directrices relatives aux procédures et pratiques des organes de la CEE, qui devaient être examinées par le CEFACT-ONU et qui seraient débattues plus avant au titre du point 8 de l'ordre du jour.

13. Le secrétariat a également informé la Plénière de ses activités de renforcement des capacités et l'appui qu'il apportait aux pays en transition. Il a mis en lumière le Guide sur la facilitation du commerce et appelé l'attention sur les travaux entrepris pour aider le Gouvernement grec dans ses efforts de facilitation du commerce. La Directrice de la Division du commerce et de la gestion durable des terres, qui soutient le CEFACT-ONU,

a insisté sur la nature stratégique essentielle du Guide afin de promouvoir les travaux du CEFACT-ONU et d'aider les pays à le mettre en application. Elle a également souligné que le secrétariat chercherait en priorité à mobiliser des fonds pour poursuivre le développement et la promotion du Guide compte tenu de la nouvelle situation due à la réduction des ressources.

14. La délégation néerlandaise a demandé au secrétariat d'exposer à la Plénière la répartition des tâches au sein du secrétariat. Le Président a encouragé le secrétariat à fournir cette information.

15. La Plénière a pris note du rapport sur les questions qui ont été soulevées et a demandé au Président et au secrétariat de rendre compte de ces questions à la vingtième session en 2013 (**Décision 13-02**).

IV. Aperçu du Bureau de la Plénière sur les faits nouveaux (point 3 de l'ordre du jour)

16. Le Président et les Vice-Présidents ont donné aux délégations un aperçu des faits nouveaux concernant les volets du programme à élaborer et les activités d'appui au programme du Bureau, ainsi que des projets en cours et de ceux qui ont été menés à bien depuis la dix-huitième session.

17. La Plénière a pris note du document ECE/TRADE/C/CEFACT/2013/MISC.2 et a reconnu qu'il satisfaisait à la résolution contenue dans la Décision 12-11 de la Plénière.

18. Le Bureau a souligné qu'il importait au plus haut point qu'un nombre suffisant d'experts du monde entier soit associé aux projets et aux activités d'appui du CEFACT-ONU. En outre, il a invité les délégations à étudier diverses possibilités pour attirer d'autres experts de leurs pays.

19. Les délégations participant à la Plénière ont confirmé l'importance du rôle des communications internes et externes, s'agissant de leur contribution à la réalisation du mandat du CEFACT-ONU. Le Bureau a accueilli favorablement les suggestions faites par les délégations présentes à la Plénière et les incorporerait dans la stratégie de communication et les activités y relatives.

V. Recommandations et normes (point 4 de l'ordre du jour)

20. Le Bureau a présenté un rapport de synthèse sur les recommandations et les normes actualisées tel qu'il les a exposées en détail dans le document ECE/TRADE/C/CEFACT/2013/5, et il a annoncé, en particulier que, depuis la dernière Plénière, il avait publié les versions D11.B, D12.A et D12.B de l'EDIFACT-ONU, les versions 2011-2, 2012-1, 2012-2 et 2013-1 de la norme LOCODE-ONU et les versions D.11A, D.11B, D.12A et D.12B de la bibliothèque des éléments de base et schémas associés du CEFACT-ONU.

21. La Plénière a pris note de ces versions de l'EDIFACT-ONU, de la LOCODE-ONU ainsi que de la bibliothèque des éléments de base et des schémas associés (**Décision 13-03**).

VI. Rapports des rapporteurs (point 5 de l'ordre du jour)

22. Le Rapporteur pour l'Afrique a présenté son rapport sur les activités menées depuis la dernière session (ECE/TRADE/C/CEFACT/2013/6), et le Rapporteur pour l'Asie et le Pacifique a lui aussi présenté son rapport (ECE/TRADE/C/CEFACT/2013/7).

23. La Plénière a rendu hommage aux Rapporteurs pour les efforts qu'ils déployaient sans relâche en vue d'élargir la portée des travaux et produits du CEFACT-ONU dans les régions Afrique et Asie-Pacifique, et elle les a invités à développer plus avant des synergies et une coopération dans les régions.

24. La Plénière a pris note des rapports des Rapporteurs pour l'Afrique et pour l'Asie et le Pacifique et leur a demandé de présenter de nouveau un rapport à la vingtième session (**Décision 13-04**).

VII. Défis à relever concernant la facilitation du commerce et le commerce électronique (point 6 de l'ordre du jour)

25. Une série d'exposés au cours d'une demi-journée, organisée par le Bureau du CEFACT-ONU, a eu pour but de mieux faire connaître les enjeux actuels concernant la facilitation du commerce et les transactions électroniques, en particulier du point de vue à la fois des autorités gouvernementales et du secteur privé. Ces exposés ont porté notamment sur:

- Les nouveaux éléments fondamentaux de la facilitation du commerce et les prescriptions pour les principaux résultats concrets attendus (chef de la délégation suédoise);
- L'importance de la neutralité technologique à l'appui de la facilitation du commerce (CNUDCI);
- Les avantages généraux de la norme de l'Échange de données informatisé pour l'administration, le commerce et le transport (EDIFACT-ONU) et des enseignements qui en sont tirés (chef de la délégation de GS1);
- La promotion de l'interopérabilité à l'appui de la facilitation du commerce: une vision académique (chef de la délégation autrichienne);
- Les facteurs de réussite pour les gouvernements et les entreprises dans les applications internationales basées sur des normes: le cas des marchés publics en ligne (Ministère norvégien des réformes de l'administration publique);
- Les centres d'échange en vue d'une plus grande coopération concrète parmi les organismes de normalisation (Président du Groupe de gestion du Mémoire d'accord sur les transactions électroniques (MOUMG)).

26. Le Président a remercié les intervenants et noté que ce débat avait suscité plusieurs questions qui devraient être examinées au titre du point 7 de l'ordre du jour.

VIII. Orientation stratégique (point 7 de l'ordre du jour)

27. Les délégations ont examiné le document ECE/TRADE/C/CEFACT/2013/8 présentant un cadre stratégique intégré pour le CEFACT-ONU, que le Bureau avait établi.

28. Le Président a indiqué que les points soulevés au cours du débat au titre du point 6 de l'ordre du jour seraient incorporés dans la stratégie.

29. La délégation suédoise a remercié le Bureau d'avoir pris l'initiative d'élaborer le Cadre stratégique intégré pour le CEFACT-ONU (ECE/TRADE/C/CEFACT/2013/8) et a souligné combien il importait d'axer tous les résultats attendus sur la mise en œuvre de la facilitation du commerce. Elle a également remercié le Bureau d'avoir inclus dans le document une référence à la bibliothèque des éléments de base et schémas associés, ce qui répondrait aux besoins de nombreuses parties intéressées. La Suède attend du CEFACT-ONU qu'il continue de produire des schémas XML.

30. La Plénière est convenue que le document révisé serait soumis pour approbation durant l'intersessions (**Décision 13-05**).

31. Le Président a par ailleurs indiqué que les questions soulevées figureront dans le programme de travail pour 2014-2015 afin d'être présentées à la Plénière en décembre 2013.

IX. Structure, mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU (point 8 de l'ordre du jour)

32. Avant la session, le secrétariat a procédé à un examen informel du document intitulé «Structure, mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU» (ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/15/Rev.3) et établi une version révisée dans laquelle il a tenté pour la première fois de rendre compte des décisions et lignes directrices contenues dans le document E/ECE/1468 du Comité exécutif. Cette version révisée (ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/15/Rev.4) a été présentée à la Plénière.

33. Les délégations ont débattu des modifications proposées et ont décidé de procéder en deux temps. La première étape consistera à réaliser une révision afin de prendre en compte les changements convenus au cours de la réunion et à formaliser le changement d'organe (le Comité exécutif au lieu du Comité du commerce) auquel le CEFACT-ONU présentera son rapport. Cette version sera présentée au Comité exécutif dès que possible. Au cours d'une deuxième étape, qui interviendrait ultérieurement, les modifications éventuelles concernant les rôles et procédures de la Plénière et du Bureau seraient abordées, faisant suite aux discussions tenues dans le cadre du Comité exécutif sur l'application des lignes directrices figurant dans le document E/ECE/1468. Cette nouvelle révision pourrait alors être débattue à la Plénière suivante.

34. Il est demandé au secrétariat de procéder en deux étapes comme indiqué plus haut pour la révision du document ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/15/Rev.3 (**Décision 13-06**).

X. Élections (point 9 de l'ordre du jour)

35. La délégation suédoise a proposé la candidature de M. Ibrahima Nour Eddine Diagne comme Rapporteur pour l'Afrique, et la délégation indienne celle de M. Mitsuru Ishigaki comme Rapporteur pour l'Asie et le Pacifique.

36. La Plénière a élu par acclamation M. Diagne Rapporteur pour l'Afrique et M. Ishigaki Rapporteur pour l'Asie et le Pacifique, pour la période 2013-2015 (**Décision 13-07**).

XI. Questions diverses (point 10 de l'ordre du jour)

37. L'ISO a présenté un exposé sur les activités et initiatives qu'elle menait actuellement pour renforcer le processus d'élaboration des normes.

38. La délégation des Pays-Bas a demandé que le secrétariat se charge du point d'entrée de l'EDIFACT-ONU (pour les demandes d'actualisation des données) afin d'être certain que cette tâche puisse être assurée de manière sûre et continue, avec les ressources adéquates. D'autres délégations ont demandé que tout changement dans la situation actuelle soit accompli de telle sorte que rien ne vienne perturber le bon fonctionnement du processus d'actualisation de l'EDIFACT-ONU.

39. Il a été suggéré que le Bureau et le secrétariat continuent d'étudier la possibilité d'apporter un appui aux procédures d'actualisation de l'EDIFACT-ONU, en veillant tout particulièrement à ce que des ressources suffisantes y soient consacrées.

40. La délégation suédoise et le secrétariat ont indiqué que l'interopérabilité des guichets uniques devait s'inscrire dans une approche globale. Le CEFACT-ONU avait ainsi une très bonne occasion de fournir les recommandations, le cadre et les normes indispensables pour examiner cette question essentielle. Les membres des délégations ont souligné que le CEFACT-ONU devait concevoir et mettre en œuvre le cadre technique nécessaire. Il a également été proposé d'organiser un colloque sur l'interopérabilité des guichets uniques en 2014, avec la participation de tous les principaux acteurs. Les participants se sont déclarés favorables à cette proposition.

41. La Plénière a décidé de tenir la vingtième session du CEFACT-ONU les 5 et 6 décembre 2013 et a prié le Bureau d'organiser la réunion en coopération avec le secrétariat et d'informer les délégations en conséquence (**Décision 13-08**).

XII. Adoption des décisions et du projet de rapport provisoire de la dix-neuvième session (point 11 de l'ordre du jour)

42. La Plénière a adopté les décisions prises et le projet de rapport provisoire de la dix-neuvième session, et elle a demandé au secrétariat d'envoyer le projet de rapport final aux chefs de délégation pour confirmation au plus tard le 14 juin 2013 (**Décision 13-09**).
